



INSTITUT LIBÉRAL

Au service de la liberté

Indice de liberté économique 2019

L'entrepreneuriat ne peut être encouragé par des soutiens de l'État, qui génèrent des distorsions et ne contribuent pas à la prospérité.

La Suisse conserve en 2019 son rang de pays le plus libre d'Europe et sa 4e place dans le monde, selon le rapport annuel de l'indice 2019 de liberté économique publié en Suisse par l'Institut Libéral.

Une fois de plus Hong Kong est le pays qui bénéficie de la plus grande liberté économique, même si les derniers événements ne sont pas encore pris en compte dans l'évaluation. Les interventions du gouvernement chinois dans l'État de droit ont affaibli continuellement de puis 2009 la position du territoire anciennement sous juridiction britannique dans ce domaine crucial. La situation actuelle suscite de nouvelles interrogations.

Singapour, la Nouvelle-Zélande et la Suisse occupent les places suivantes de l'indice. À la fin du classement, on trouve le Venezuela, la Libye et le Soudan. Des dictatures comme Cuba et la Corée du Nord ne sont pas classées faute de données suffisantes.

Le rapport confirme la relation étroite entre la liberté économique et le développement de la prospérité. Le quartile des pays les plus libres affiche un produit intérieur brut par habitant de 36.770 dollars. Le quartile des pays les plus réprimés n'atteint que 6.140 dollars. La pauvreté est aussi liée à l'absence de liberté économique: les 10% les plus pauvres de la population des pays les plus libres génèrent un revenu moyen par habitant de 10.646 dollars par an tandis que les 10% les plus pauvres des pays les plus réprimés ne gagnent que 1.503 dollars. L'espérance de vie dans le quartile des pays les plus libres atteint 79,5 ans, tandis qu'elle n'est que de 64,4 ans dans le quartile des pays les plus réprimés.

Quel est le meilleur soutien à l'entrepreneuriat?

Le rapport 2019 dédie également un chapitre aux mesures d'encouragement à l'entrepreneuriat. Il est connu que l'entrepreneuriat favorise le développement économique, mais les scientifiques et les autorités politiques n'ont commencé que récemment à considérer comme décisif le rôle de l'entrepreneur dans la prospérité économique des nations. On reconnaît ainsi que l'entrepreneur, en vertu de ses innovations, de son soutien aux évolutions sociales et à la concurrence, est le moteur principal du progrès économique et social.

Les mesures d'aide politique à l'entrepreneuriat financée par l'impôt se sont ainsi généralisées; elles sont souvent justifiées par l'argument extrêmement douteux d'une «défaillance du marché», selon lequel le marché libre produirait un résultat suboptimal qui se traduirait par «trop peu» de créations d'entreprises et «trop peu» d'innovations. Cette aide publique conduit malheureusement à une intervention dommageable sur les marchés qui affaiblit la liberté économique et entrave le développement des pays concernés.

Prosaïquement, le raisonnement selon lequel l'aide publique produit des résultats plus efficaces que le marché suppose que les fonctionnaires et les politiciens disposent du savoir nécessaire pour évaluer quelles start-ups et quelles créations d'entreprises auraient le plus grand potentiel et sur quels marchés. Pourtant, ce n'est précisément que sur un marché libre que le savoir de tous les participants est mis à contribution. Les aides publiques ignorent le fait, pourtant largement établi, que ce ne sont généralement pas les entreprises qui disposent du plus fort potentiel qui reçoivent des fonds étatiques mais celles qui profitent des meilleures relations avec les décideurs politiques. De telles méthodes encouragent la corruption davantage que l'entrepreneuriat.

L'étude démontre que la meilleure méthode pour renforcer l'entrepreneuriat est un système de liberté économique caractérisé par la modération de la charge fiscale et de la densité réglementaire. Rien n'est dès lors moins surprenant que les pays économiquement les plus libres présentent une intensité plus forte d'activité entrepreneuriale.

La Suisse en comparaison internationale

La Suisse, sur une échelle qui va de 1 à 10 (10 représentant le plus haut degré de liberté économique), obtient les valeurs suivantes:

- Ampleur de l'activité étatique: légère amélioration de 7,4 à 7,6
- État de droit et protection de la propriété privée: légère détérioration de 8,5 à 8,4
- Accès à une monnaie stable: stable à 9,9
- Liberté du commerce mondial: stable à 7,6
- Densité réglementaire: stable à 8,5

La Suisse parvient à maintenir sa place principalement grâce au frein à l'endettement et à sa politique offensive de libre-échange. Le classement relativement favorable par rapport aux autres pays ne doit pas donner une fausse impression. En Suisse aussi, l'État est trop interventionniste et étendu. Si son activité se réduisait, il en résulterait d'énormes potentiels de croissance. Des mesures de privatisation, entre autres dans la prévoyance vieillesse, la santé et l'agriculture seraient urgentes afin de conserver ou d'améliorer le niveau de vie dans le pays.

Les dix pays les plus libres du monde sont Hong Kong (8,9 points), Singapour (8,7), Nouvelle-Zélande (8,5) et la Suisse (8,4) ainsi que les États-Unis (8,2), l'Irlande (8,1), la Grande-Bretagne (8,1), le Canada (8,1), l'Australie (8,1) et l'île Maurice (8,1).

Parmi les grandes économies, on trouve le Japon au 17e rang, l'Allemagne arrive 20e, la Corée du Sud 33e, l'Italie 46e et la France 50e. Le Mexique figure au 76e rang, soit devant l'Inde (79e), la Russie (85e), la Chine (113e) et le Brésil (120e). Cela montre le fort potentiel de libéralisation des pays BRIC.

Lire le rapport:

[Economic Freedom of the World](#) (258 pages, PDF)

Septembre 2019

Ce texte est disponible à l'adresse suivante : <https://www.libinst.ch/?i=2019-indice-de-liberte-economique-fr>

© Copyright 2019 **Institut Libéral**